

CSDHI



Rapport annuel des activités en 2017

Rapport annuel 2017 des activités du CSDHI

Le CSDHI a mené campagne en 2017 dans le cadre du mouvement pour la justice des victimes du massacre de 1988 en Iran. Les activités ont donc mis en valeur ce thème à travers des expositions, des conférences et des actions de rue.

Historique du massacre

En juillet 1988, suite à une fatwa de Khomeiny, fondateur de la dictature religieuse en Iran, plus de 30 000 prisonniers politiques, pour la plupart des sympathisants de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), la principale force d'opposition, ont été exécutés en quelques mois et enterrés dans des fosses communes dans le plus grand secret.



Selon les juristes de notoriété internationale, ce massacre est l'un des plus graves crimes contre l'humanité commis en prison, de la deuxième moitié du XXe siècle. En dépit de la gravité du crime, aucune enquête indépendante n'a été menée par les instances internationales ou les organes des Nations-Unies.

Au cours des 29 dernières années, le régime des mollahs a cherché à cacher ce crime dans lequel ses plus hautes autorités sont impliquées. Toutefois, depuis un an, la question du massacre a refait surface en Iran. Il s'est trouvé au centre des débats, notamment au cours de la parodie électorale du mois de mai dernier, de sorte que le Guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, a été obligé de mettre en garde à ce sujet.

Le nouveau ministre de la justice du cabinet d'Hassan Rohani est un ancien membre de « la commission de la mort » chargé du massacre de 1988, dans la province du Khouzistan. Il se trouve sur la liste des sanctions de l'Union européenne pour son implication dans de graves violations des droits humains en Iran. Il remplace à la « justice », Mostafa Pour-Mohammadi qui a également été un des membres de « la commission de la mort » à Téhéran.



16 et 17 août 2017

Une exposition et une conférence à la mairie du 1er à Paris

CSDHI - À l'occasion de l'anniversaire du massacre de 30 000 prisonniers politiques en Iran, une exposition de photos et de documents a été organisée, à l'initiative du CSDHI, les 16 et 17 août, à la mairie du 1er arrondissement de Paris.

Après avoir visité l'exposition et déposé des gerbes devant les noms et les photos des victimes, M. le Maire **Jean-François Legaret** qui a accueilli cette exposition dans sa mairie a demandé une minute de silence à leur mémoire. Il a expliqué que cette exposition « témoigne bien du fait qu'il y a le crime commis en 1988. C'est un acte barbare. Plus de 30.000 victimes. 33.700 ce serait le chiffre de l'approximation à laquelle on parviendrait. Exécutions sans jugement, qualifiées désormais par Amnesty International de crime contre l'humanité. Ça c'est

le crime commis en 1988. Mais il y a le crime commis encore aujourd'hui par le régime actuel qui consiste à effacer, à nier la mémoire de ce massacre, à effacer les traces de ces massacres pour rendre inopérante une éventuelle commission d'enquête. »

Une conférence a été organisée sur place en marge de l'exposition sur le massacre de 1988 et les violations des droits humains en Iran.

Sarvnaz Chitsaz, présidente de la Commission des femmes du Conseil national de la Résistance iranienne et lu un message de Mme Maryam Radjavi, la présidente élue de la Résistance iranienne à cette exposition : « Ceux qui ont gardé le silence devant cette catastrophe ont opprimé l'humanité, car les mollahs pensent que leurs crimes ne seront pas punis, alors ils exportent le terrorisme et l'intégrisme hors d'Iran et mettent le Moyen-Orient à feu et à sang. »



« Heureusement, souligne Mme Radjavi dans ce message, depuis l'an dernier, un mouvement pour la justice s'est levé en Iran en faveur des victimes de ce massacre. Aujourd'hui, même des jeunes dans le pays qui sont nés après ce massacre, se lèvent pour demander justice. Les Iraniens demandent des comptes aux responsables et la fin de leur impunité. »

Plusieurs personnalités sont intervenues lors de cette conférence, notamment le préfet honoraire Yves Bonnet (Président du Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) auteur de plusieurs livres sur le régime iranien, l'ancien

eurodéputé britannique Struan Stevenson qui préside l'Association européenne pour la liberté en Irak (EIFA) et auteur d'un ouvrage sur le combat des opposants iraniens. Des anciens prisonniers politiques iraniens ont pu apporter leurs témoignages. Ils ont tous dénoncé ce qui a été qualifié de crime contre l'humanité resté impuni.



Yves Bonnet a souligné : « aujourd'hui notre devoir est de poursuivre ce combat pour que la république islamique d'Iran et ses dirigeants, dont plusieurs ont participé à ce massacre, soient déférés devant une juridiction internationale. »

Struan Stevenson a insisté : « je pense que le nouveau gouvernement français devrait faire des droits de l'homme une priorité dans ses relations avec ce régime. Nous attendons du

président Macron qu'il insiste sur un moratoire dans les exécutions et sur un progrès palpable des droits humains en Iran. Le gouvernement français et l'UE devraient également exiger une enquête complète de la part des Nations Unies sur le massacre de 1988. Khamenei, Rohani et leur clique de mollahs accusés de crimes contre l'humanité doivent être traduits devant une tribunal international à La Haye. »

Dans un rapport publié le 2 août dernier, Amnesty International a dénoncé la détention des activistes qui réclament justice. « Les défenseurs des droits humains qui recherchent la vérité, la justice et la réparation pour des milliers de prisonniers sommairement exécutés ou disparu par la force dans les années 80, note Amnesty International, doivent faire face à de nouvelles représailles de la part des autorités ». L'ONG poursuit : « La nouvelle répression a ravivé les appels pour une enquête sur le meurtre de plusieurs milliers de prisonniers politiques dans une vague d'exécutions extrajudiciaires dans le pays pendant l'été 1988. »

Appel à une enquête internationale

Le maire du 1er arrondissement de Paris, Jean-François Legaret, a invité les maires et élus de France à signer un appel au gouvernement français, ainsi qu'aux instances européennes et à l'ONU pour exiger du régime iranien des explications sur ce massacre, demander une enquête internationale et la fin des exécutions et des violations des droits humains en Iran.

Il a été appuyé par plusieurs maires présents à l'exposition parmi lesquels Armand Jacquemin, maire de Moussey-Le-Vieux, Jean-Claude Jegoudez, Maire de Grisy-sur-Seine, Jacky Duminy, Maire d'Ors.

Les maires écrivent dans cet appel : « Nous estimons que les échanges économiques ou touristiques avec l'Iran ne doivent pas nous rendre indifférents au sort du peuple iranien. Depuis la réélection du président dit « modérée Hassan Rohani, les exécutions continuent. »

Dr. Saleh Radjavi, représentant du CNRI en France, dont la sœur Monireh a été exécutée dans ce massacre, ainsi que Mostafa Naderi l'un des rares survivants, ont apporté leurs témoignages émouvants.



30 et 31 août 2017



Mairie du 2 à Paris : Une exposition appelle à la justice pour les victimes du massacre en 1988 en Iran

CSDHI - Pour marquer l'anniversaire du massacre de 30 000 prisonniers politiques en 1988 en Iran, le Comité des maires de France pour un Iran démocratique (CMFID) et le Comité de Soutien aux droits de l'homme en Iran (CSDHI) ont organisé une exposition les 30 et 31 août à la Mairie du 2 à Paris.

Rassemblant photos, documents et témoignages d'anciens prisonniers politiques, cette exposition a apporté un éclairage bouleversant sur ce crime contre l'humanité commis par le régime iranien et resté jusqu'alors impuni.

L'exposition offrait également des interventions de personnalités, d'anciens prisonniers et des familles des victimes. Elle a aussi été l'occasion de rendre hommage à 52 membres de

l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), massacrés le 1er septembre 2013 au camp d'Achraf par des commandos de l'armée et des milices irakiennes à la solde du régime des mollahs. Les droits de l'homme étant une préoccupation constante en Iran, l'accent a été mis sur la situation toujours préoccupante dans les prisons du régime. Amnesty International vient d'alerter sur le sort d'une vingtaine de détenus politiques en grève de la faim à la prison de Radjāi-Chahr.

Un hommage a été d'abord été rendu aux 52 membres de l'organisation des



Moudjahidine du peuple d'Iran, massacrés le 1er septembre 2013 dans le camp d'Achraf par des commandos de l'armée et des milices irakiennes à la solde du régime iraniens. En présence du maire Jacques Boutault, personnalités et représentants de la résistance iranienne ont déposé des roses rouges en bas d'une affiche portant les portraits de ces héros. La cérémonie s'est poursuivie par des dépôts de gerbes devant un mur où étaient affichés les noms et photos de

victimes du massacre de 1988.



Enfin les élus et les visiteurs ont rencontré plusieurs anciens prisonniers politiques venus exprimer leur solidarité avec leurs camarades de cellule restés en prison. La situation est particulièrement préoccupante dans les pénitenciers en Iran. Amnesty International vient d'alerter sur le sort d'une vingtaine de détenus politiques en grève de la faim à la prison de Radjaï Chahr. Des photos de ces grévistes de la faim étaient affichées dans la cour de la mairie.

Le maire de Paris 2 Jacques Boutault, a déclaré : « comme élu écologiste, je suis fier de mon engagement pour la liberté de

l'Iran. » Il a toutefois ajouté : « ce n'est pas seulement pour rendre hommage aux victimes, mais pour que cessent ces massacres. Il faut dénoncer les massacres des prisonniers politiques en Iran ». Il a rappelé que « rendre hommage aux victimes » c'est aussi « dénoncer leurs bourreaux qui sont à la tête du régime » iranien.

Mme **Rabieh Mofidi** a lu le message adressé à cette cérémonie par Mme Maryam Radjavi la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, dans lequel elle souligne : « Près de trente années nous séparent du massacre de 30.000 prisonniers politiques en Iran. Mais ce crime n'est pas de nature à être oublié par l'histoire. Ce crime est une question du jour. C'est la question des terribles violations des droits humains en Iran. Cela concerne les exécutions quotidiennes dans tout l'Iran et les milliers de gens condamnés à mort. »

« Pendant de longues années les gouvernements de l'Union européenne et des Etats-Unis, ont fermé les yeux sur ce crime contre l'humanité, aidant ainsi les mollahs à tenir caché la vérité. Nous appelons le Haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU à mettre sur pied une commission d'enquête indépendante sur le massacre de 1988. Les gouvernements européens doivent au moins conditionner leurs relations diplomatiques et économiques avec ce régime à l'arrêt de la torture et des exécutions. »

Le maire du 1er, Jean-François Legaret qui avait été l'hôte de cette exposition le 16 et 17 mai est également intervenu pendant cette exposition : « le régime iranien cherche à faire disparaître les preuves du massacre de 1988. En brisant le mur du silence, nous rendrons justice pour les victimes de 1988. ».

L'ancien vice-président du parlement européen et actuel président de l'ISJ (Comité International pour l'Application de la Justice), **Alejo Vidal Quadras** a exprimé sa solidarité avec les prisonniers d'opinion en grève de la faim en Iran. Il a aussi rappelé un autre triste événement et rendu hommage aux « aux 52 membres de la Résistance iranienne qui ont été exécutés par les agents du régime il y a quatre ans, le 1er

septembre 2013 à Achraf. Sept autres ont également disparus, dont 6 femmes, et nous ne savons toujours pas quel a été leur destin. J'aimerais demander à l'UE et à nos gouvernements de mettre la priorité sur les droits de l'homme dans leur relation avec l'Iran. Nous ne pouvons pas et ne devons pas chercher les profits économiques en marchant sur le sang de milliers d'innocents. Mais le régime, comme tous les systèmes bâtis sur l'oppression et la terreur, est instable. Il partira tôt ou tard. Il n'y a donc aucune opportunité à investir dans cette théocratie sinistre et fragile. La France devrait, en accordance avec sa tradition, être le leader dans la défense des droits de l'homme, des droits des femmes et de la campagne pour mettre fin aux exécutions en Iran. C'est ce que nous attendons du président Macron. »

Mgr Jacques Gaillot a averti que le jugement de l'histoire sur les auteurs du massacre de 1988 en Iran sera terrible. » Evoquant les résistants iraniens qui ont été transférés d'Irak en Albanie, il a affirmé que « ces résistants iraniens sont pour nous une source d'inspiration. »

Bruno Macé, maire de Villiers-Adam et membre du Comité des maires de France pour un Iran démocratique, Jacques Feyte, maire honoraire de Neuville-sur-Oise, et Sylvie Fassier l'ancienne maire du Pin ont également apporté leur soutien.

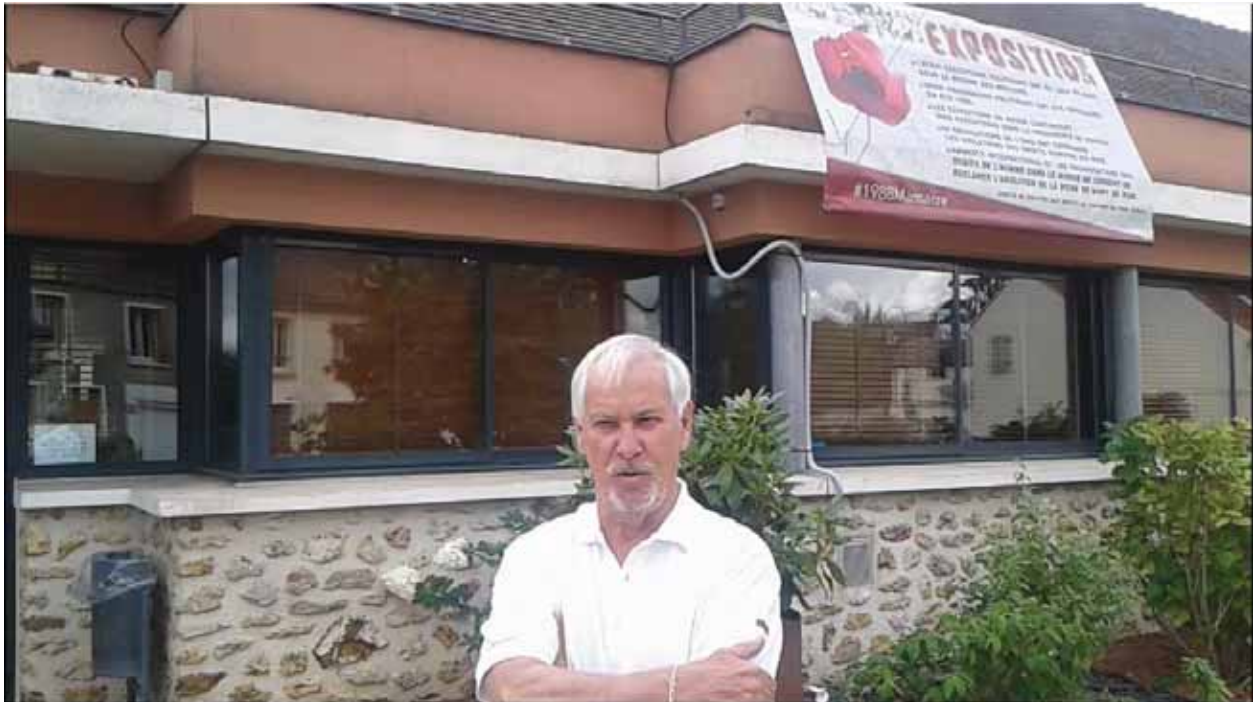
Massoumeh Raouf ex-prisonnière politique dont le frère a été exécuté dans le massacre a témoigné sur le calvaire de sa famille « Mon petit frère Ahmad n'avait que 16 ans quand il a été arrêté chez nous dans un raid des gardiens de la révolution. Depuis 29 ans mon père cherche la tombe de son fils comme les parents des 30 000 autres victimes de ce crime contre l'humanité. Mais la génération qui est née après mon frère est aujourd'hui en quête de vérité et de justice pour les victimes et ne lâchera pas les mollahs criminels. »

Un mouvement pour la justice en faveur des victimes du massacre de 1988 s'est levé en Iran et dans le monde à travers la diaspora. Il prend chaque jour de l'ampleur. Ce mouvement pour la justice réclame une enquête indépendante sur les massacres en Iran et la traduction en justice des responsables devant une juridiction internationale.

Le sort des prisonniers politiques grévistes de la faim à la prison de Radjaï Chahr préoccupe également la communauté internationale. Amnesty International vient de publier un communiqué à ce sujet :

Septembre 2017

Exposition à la mairie de Moussy-le-Vieux



Le 29 septembre 2017

Une exposition sur la place de la Bastille à Paris



CSDHI - Une exposition sur la place de la Bastille à Paris le 29 septembre 2017, a mis en avant une demande d'un rapport de l'ONU réclamant une enquête indépendante sur les massacres perpétrés en 1988 dans les prisons en Iran.

L'exposition avait pour but d'attirer l'attention sur l'un des crimes les plus monstrueux de la dictature religieuse dans ses prisons.

Sur la place, un mur de 14 m long a été érigé avec des photos de victimes. Un entassement de souliers représentait les disparus suite à ces exécutions.

Plus de 30 000 prisonniers politiques ont été exécutés durant l'été 1988 en Iran, suite à une fatwa de Khomeiny. La plupart des responsables de ces crimes sont actuellement à des postes clés du pouvoir iranien.

Durant cette exposition il a été donné lecture à des extraits de biographie de quelques-unes de ces âmes volées.

Cette exposition a donné lieu à plusieurs interventions.



Gilbert Mitterrand, président de la fondation France-Libertés – Danielle Mitterrand a déclaré : c'est un hommage à la mémoire d'un passé douloureux, mais en se rassemblant c'est aussi pour demander justice que les bourreaux soient identifiés et jugés.



Pierre Bercis, président des Nouveaux Droits de l'Homme (NDH), a appuyé la demande d'une enquête internationale sur le massacre et a appelé les Etats à ne pas se laisser duper par le régime iranien. « Veillons, a-t-il dit, que la nouvelle administration (en France) ne soit pas emportée par les turpitudes du régime iranien. »



Massoumeh Cheykhi, infirmière et ancienne prisonnière politique, a pour sa part apporté quelques témoignages émouvants sur ces compagnons de cellule aujourd'hui exécutés.

« Zahra Bijan-Yar, est une de ces 30.000 âmes fauchées en pleine jeunesse. « Quand elle a été arrêtée, elle avait 23 ans, raconte sa sœur Zohreh. Elle avait trouvé un travail. Elle avait un esprit très ouvert, elle aimait aider les gens. Elle venait de se marier et elle était enceinte. On en a informé à plusieurs reprises la prison, mais elle a

perdu son bébé sous la torture. Elle avait été condamnée à sept ans derrière les barreaux. Quand on allait la voir, on voyait bien qu'elle prenait des coups. Mais elle avait toujours le moral, elle avait un si joli rire, elle aimait tellement la vie.

« La dernière fois que j'ai vue Zahra au parloir, c'était le 18 juillet 1988, au lendemain du cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak. J'étais très contente et je lui ai dit : la situation va s'améliorer. Mais elle m'a répondu : « non, je suis très inquiète. J'ai entendu des choses, que Dieu nous vienne en aide. Ils préparent quelque chose. »

Afchine Alavi, membre de la commission des affaires étrangères du CNRI a insisté sur la nécessité du déclenchement d'une enquête indépendante internationale par l'ONU. Ce rapport récent de l'ONU doit aboutir, a-t-il dit, à une traduction en justice des autorités du régime impliquées dans ces crimes.

Amnesty International vient d'alerter sur les destructions des fosses communes de victimes des massacres dans certaines villes iraniennes.

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des Droits de l'Homme en Iran (Mme Asma Jahangir) précise dans son rapport récent : « En août 2016, un enregistrement

audio d'une réunion entre de hauts fonctionnaires de l'État et des dignitaires religieux en 1988 a été rendu public. Il révèle les noms des responsables qui ont ordonné les exécutions et les ont justifiées; en font notamment partie l'actuel Ministre de la Justice, un juge de la Haute Cour de Justice toujours en fonction et le directeur de l'une des principales institutions religieuses du pays, qui était également candidat aux élections présidentielles tenues au mois de mai. »

14 novembre 2017

Exposition devant l'Assemblée nationale à Paris



28 novembre 2017

Conférence à la mairie du 5 à Paris appelle à la Justice pour les victimes d'un massacre en Iran



CSDHI - Une Exposition-conférence s'est tenue mardi 28 novembre à la mairie du 5^e arrondissement de Paris sur le thème du « massacre de milliers de prisonniers politique en Iran en 1988 – Droit à la vérité pour les familles des victimes ».

conférence paris 2A l'invitation de Mme la maire Florence Berthout, cet événement a été organisé conjointement par le Comité de Soutien aux Droits de l'Homme en Iran (CSDHI) et le Comité des maires de France pour un Iran Démocratique, en présence de personnalités politiques, de juristes et de nombreux élus qui ont réclamé une réaction appropriée des Nations Unies, des Etats et des juridictions compétentes, vis-à-vis de ce « crime contre l'Humanité », longtemps laissé dans l'oubli, mais remonté en surface en Iran et sur le plan international.

De nombreux orateurs dont l'ancien Premier ministre algérien, Sid Ahmed Ghazali, l'ancien ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner, l'ancienne secrétaire d'Etat chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme, Rama Yade, Ingrid Betancourt, l'avocat William Bourdon, le juriste-expert Tahar Boumedra, ancien haut fonctionnaire de l'ONU, sont intervenus pour demander la constitution d'une commission d'enquête internationale sur les exécutions extrajudiciaires de 30.000 prisonniers politiques, perpétrés en été 1988 et les mois suivant, suite à un fatwa de l'ayatollah Khomeiny, fondateur de la théocratie au pouvoir en Iran.

La Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), Mme Maryam Rajavi a adressée à la conférence un message vidéo, déclarant notamment que « la complaisance de la communauté internationale et l'impunité des dirigeants du régime iranien pendant près de 40 ans ont encouragé les criminels. Les mollahs qui ont commis le massacre de 1988, continuent de battre le record des exécutions dans le monde. »

Des mères de victimes, toujours à la recherche des dépouilles de leurs enfants, ainsi que des représentants de la jeune génération iranienne interpellant les autorités du pays sur la responsabilité du massacre, ont également apporté leur témoignage.



Bernard Kouchner a rappelé que Khomeiny a décidé au nom de Dieu, de prononcer la mort de 30 000 prisonniers sur des mois. Un summum de barbarie, a-t-il dit. Il a déploré qu'un homme qui faisait partie de la commission de la mort soit aujourd'hui ministre de la justice de Rohani. Pour l'ancien ministre c'est aujourd'hui le moment d'exiger à tous les niveaux une enquête sur ce massacre.

Ingrid Betancourt a pour sa part remarquée que les dividendes économiques de l'accord sur le nucléaire ont profité aux Gardiens de la révolution vers qui ont convergé les sommes d'argents. Les Pasdaran, a-t-elle fait remarquer, en ont profité pour multiplier les exactions dans la région. Pour



Ingrid Betancourt avoir séparé l'affaire du nucléaire, des questions relatives aux droits de l'homme était un piège. Les Pasdarans interviennent en Syrie, en Irak et financent les terroristes comme le Hezbollah. La politique qui se voulait d'apaisement a donné un blanc-seing à l'Iran pour agresser ses voisins et exploiter le peuple iranien. Elle a critiqué vivement la position de Federica Mogherini (Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères) qui tente d'expliquer l'inexplicable en défendant le

rapprochement avec l'Iran des mollahs. L'Europe s'est trompée et n'a pas le droit de se trahir en fermant les yeux sur les souffrances du peuple iranien.



Rama Yade a réclamé une enquête indépendante internationale sur le massacre de 1988, rappelant que la justice iranienne, dont le ministre de la justice est directement impliqué dans ce massacre est incompétente, pour enquêter sur ce crime. Elle aussi s'en est pris à l'accord sur le nucléaire passé avec l'Iran en expliquant qu'il s'agit d'un chèque en blanc, tant que la répression en Iran, les guerres et le terrorisme menés par ce régime se poursuivent. Elle a souligné que si le régime iranien refuse

de mettre fin à son programme balistique ou à retirer ses milices de la Syrie, il faudra revenir aux sanctions.

Maître William Bourdon a souligné que le massacre de 1988 en Iran est le plus grand massacre de prisonniers politiques depuis la seconde guerre mondiale. « Il faut mettre fin à cette impunité des auteurs du massacre, a-t-il affirmé. Ces 30 dernières années ont été marqué en Iran par des crimes de masse. La criminalisation des bourreaux de Téhéran est essentiel car il se sont aujourd'hui liés aux bourreaux de Damas et c'est une confrérie ignoble de criminels. »

Le co-président du Comité des maires de France pour un Iran Démocratique, Jean François Legaret (maire du 1^{er} arrondissement de Paris) a présenté notamment la déclaration de soutien de quelques milliers de maires et d'élus aux objectifs de cette conférence, qui ont signé un texte à l'issue du récent Congrès des maires à Paris.

De nombreux documents, photos, présentations vidéo, objets faits à la main par les prisonniers martyrs, ainsi que des œuvres d'art ont illustré l'exposition en marge de cette conférence à laquelle est venu assister un public très divers.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, évoque ce crime dans son rapport de novembre 2017 et des nombreuses plaintes des familles des victimes envoyées à l'ONU. La Rapporteuse spéciale du Conseil des Droits de l'Homme, Asma Jahangir, a précisé dans un récent rapport présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 octobre dernier que les familles des victimes ont droit à une réparation et à connaître la vérité sans être mises en danger.

Le 11 décembre 2017

Les Iraniens ont manifesté à Paris pour un Iran libre à l'air pur sans mollahs



CSDHI - Le 11 décembre, un cortège coloré et bruyant d'Iraniens a défilé dans la capitale française. De l'Esplanade des Invalides jusqu'au mur de la Paix, les rues parisiennes ont résonné de vibrants appels à la justice et à la liberté pour un Iran que l'on savait écrasé par une dictature religieuse. Mais la nouveauté, c'est que les manifestants ont présenté un tableau

sidérant des dégâts de l'environnement dans ce pays: disparition des lacs et des cours d'eau, déforestation, air ultra pollué. La manifestation s'est faite à l'appel de plusieurs associations dont le CSDHI.

Ils avaient choisi cette date calée entre la Journée internationale des droits humains (le 10 décembre) et le sommet climat qui se déroulait le lendemain.



Parmi les belles interventions avant le départ du cortège, on notera le discours de Jacques Boutault, maire de Paris 2 : « Je voudrais dire qu'aujourd'hui il est essentiel de se mobiliser pour les droits humains et de dire à Rohani [le président des mollahs] : tu n'es pas le bienvenu dictateur en cette journée internationale des droits de l'homme dans le pays des droits de l'homme, la France, qui doit être au côté du peuple iranien dans son juste et légitime

combat. Il faut dire aussi à l'Union européenne: non l'Iran ne doit pas être un partenaire commercial comme les autres tant que les droits humains ne sont pas respectés dans ce pays. C'est complètement inadmissible et contraire à toutes les valeurs. Et il faut dire : non les dictatures ne sont absolument pas respectueuses de ce qu'il y a d'essentiel à la vie sur terre : de l'eau qui soit potable pour toutes et tous, un air qui soit respirable pour toutes et tous et une terre fertile qui puisse encore porter les fruits qui ont nourri les générations qui nous ont précédé pour nourrir les générations futures. Car l'écologie est au centre des questions de dictature, car il n'y a pas d'écologie, il n'y a pas de vie humaine sur terre durable dans un régime qui méprise les droits humains et qui méprise donc que les droits de l'environnement. »



Jean-François Legaret, maire de Paris 1, fidèle soutien de la liberté en Iran, a également pris la parole: « La France ne doit pas, ne peut pas recevoir Rohani. La patrie des droits de l'homme n'a rien à faire avec un dictateur, un tortionnaire qui maintient son régime par un système de terreur. Terreur mentale, terreur physique auquel vient s'ajouter aujourd'hui la menace pour l'humanité de la terreur nucléaire. Nous devons absolument nous mobiliser. La France a bien entendu des intérêts économiques et commerciaux à défendre à l'échelle du monde, cela va de soi. Mais on ne doit pas traiter avec des gens indignes. On ne doit pas traiter avec ceux qui assassinent. On ne doit pas traiter avec ceux qui sont condamnés par Amnesty International et par les instances internationales. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé un appel auprès des élus français pour que le gouvernement intervienne et que ce régime soit condamné, subisse l'opprobre qu'il mérite. Non à ce système indigne, ignoble, inhumain ! Oui à la mobilisation de tous les résistants qu'ils soient d'Iran, de France, contre le totalitarisme et contre la terreur. »

Gérard Lauton, représentant le syndicat de l'enseignement supérieur SNESUP, est aussi venu témoigner de sa solidarité : « Depuis 2016, la capacité de nuisance du régime des mollahs s'est accrue. Elle s'est manifestée sur trois points essentiels auxquels est très sensible la communauté universitaire française :

- Tout d'abord, le tableau scandaleux des violations des droits humains avec des exécutions par centaines ; la répression contre les acteurs de la culture, les syndicalistes, les détenus soumis à des traitements cruels ; les mesures oppressives contre les femmes. On a aussi appris une série de révélations sur la réalité du massacre, décidé au plus haut niveau, de plus de 30.000 prisonniers en 1988.

- En second lieu, ce régime est aussi un fléau pour l'environnement : les mollahs se sont en effet approprié une part déterminante de l'appareil productif, et ils le gèrent au

mépris des normes environnementales et des populations exposées aux risques qui en découlent (dégradations de l'eau, de l'air, des sites naturels, gabegie de matières premières).

- Enfin, ce régime est fauteur de guerre à l'échelle régionale et mondiale.

Votre combat pour un Iran libre est celui de tous les militants de la Liberté en France et dans le monde. »

Alejo Vidal-Quadras, ancien vice-président du parlement européen, a lui aussi dénoncé les ravages commis par les mollahs en Iran. Il a cependant apporté une belle touche d'espoir: « Non seulement le peuple iranien et les peuples de la région n'ont pas été épargnés, mais même la nature souffre aujourd'hui de ce régime. Il cache au monde qu'il a provoqué la sécheresse des cours d'eau, des lacs intérieurs et de l'Iran en général en détournant des rivières, en construisant des barrages là où il ne fallait pas, pour que les industries militaires des gardiens de la révolution, les usines à leur profit, et les exploitations agricoles du guide suprême et des fondations religieuses soient prospères au détriment du peuple et de régions entières de l'Iran. Cependant, contrairement à d'autres pays, l'Iran a la chance d'être doté d'une alternative démocratique sous la direction, d'une personnalité de la qualité humaine et politique de la présidente du Conseil national de la résistance iranienne, Maryam Radjavi. C'est une voix de sagesse qu'il faudrait écouter si on veut sortir du chaos engendré par les mollahs iraniens, Al-Qaïda et Daech. Il faudrait que dans l'intérêt de nos nations, dans l'intérêt du monde, on se place du côté du peuple iranien et de sa Résistance. »

Maryam Radjavi, dirigeante de l'opposition iranienne, a envoyé un message : « Sauver les droits humains et l'environnement en Iran dépend du changement de régime », a-t-elle affirmé. « Le régime clérical et son corps des pasdaran détruisent continuellement les capacités environnementales de l'Iran pour leurs plans militaires et sécuritaires, leur programme de missiles et leurs objectifs malveillants. Pour contenir les crises intérieures et leur propre instabilité, ils ont recours à la guerre et au massacre des peuples de la région. Par conséquent, l'exigence urgente des Iraniens de faire tomber la dictature religieuse vise non seulement à rétablir la liberté, les droits humains, la justice et l'environnement en Iran, mais elle est aussi essentielle à la paix et à la sécurité dans la région et dans le monde. »

Elle a exhorté la communauté internationale à conditionner ses relations et ses échanges avec le régime iranien à l'arrêt de la torture et des exécutions en Iran, et à prendre des mesures contraignantes pour mettre fin au programme de missiles du régime et expulser les pasdaran et leurs milices des pays de la région. Elle a également appelé à la reconnaissance de l'aspiration et de la volonté du peuple iranien de changer de régime.